

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Souhait des Français d'un référendum sur sortie UE

1. Selon un sondage effectué par l'Université d'Edinbourg (dont les ventilations complètes ne sont pas disponibles), **53% des Français souhaiteraient l'organisation d'un référendum sur le maintien dans l'UE** – comme 47% des Espagnols ou 45% des Allemands.

Cette demande est **essentiellement portée par ceux qui voudraient en sortir** (corrélation nette), **mais ceux-ci restent minoritaire** : en cas de vote 33% se prononceraient pour une sortie, 45% pour un maintien, 22% indécis.

Ces chiffres sont **cohérents avec les données des eurobaromètres** : 38% des Français pensent que l'appartenance de leur pays à l'UE est « *une mauvaise chose* » (plus large que le souhait d'en sortir), chiffre assez stable depuis des années, avec des points de faiblesse connus : les actifs (35 - 60 ans) ; les CSP- ; les sympathisants FN.

2. Signe toutefois que **l'idée d'un « Frexit » est bien peu construite dans l'opinion**, ce souhait tombe à 24% lorsque la question, auprès du même échantillon, est posée différemment (« *Quel doit être l'objectif de long terme de la France envers l'UE ?* », « *En sortir* » n'étant qu'une option parmi d'autres).
3. **Davantage qu'un rejet de l'Union européenne, ce qui monte depuis des années est une forme de trouble** face à une Europe dont on ne comprend pas où elle va. Ainsi, en pensant à l'UE **48% des Français se disent « inquiets », 10% seulement « hostiles »**. L'évolution la plus notable est la part de ceux qui se sentent « **confiants** » : ils ne sont plus que **18% aujourd'hui ; contre 39% il y a 10 ans**.
4. Les sujets cristallisant ces inquiétudes sont sans surprise : crainte de plus de **chômage**, de plus **d'immigration**, de moins de **protection sociale**. Les Français voudraient majoritairement préserver la libre-circulation, mais revoir les accords de Schengen ; réduire les prestations sociales pour les étrangers communautaires, mais pas les supprimer ; restreindre l'empreinte réglementaire européenne, toujours vue comme « imposée de l'extérieur » et non « négociée par nous-même ».

Si les Institutions sont vues comme lointaines (pour 69% l'UE « *ne comprend pas les besoins des citoyens* »), bureaucratique (elle est pour 52% « *inefficace* ») et tatillonne (56% la voient « *intrusive* »), elles sont rarement citées comme un sujet prioritaire. Il y a **très peu de demande de transferts supplémentaires** : posé en alternative 47% voudraient « *plutôt renforcer les pouvoirs des Etats* » contre 22% « *plutôt renforcer le pouvoir de l'UE* », avec des résultats équivalentes à gauche (44% contre 26%).

5. Des travaux qualitatifs précis manquent pour apprécier les représentations réellement à l'œuvre sur un sujet complexe pour les Français, distant, mais paradoxalement central dans leur rapport au monde.

On peut toutefois émettre des hypothèses. Les dynamiques sont peu comparables à celles qui agissent le Royaume-Uni. **L'Europe paraît moins pour les Français un problème qu'une absence de solution. Mais il**

n'est pas exclu qu'elle devienne, un jour, encombrante si elle ne clarifie pas son rôle et ce qu'elle est capable d'apporter, à la fois en terme de **protection** et de **capacité de projection**. Les Français restent attachés à une conception de l'Europe fondée sur l'attribution de compétences utiles ou de politiques communes ; à quoi ils ajoutent « sans s'en déposséder du contrôle ».

Car **la thématique de la souveraineté est centrale**. La plupart de nos angoisses nationales concernent notre rapport au monde : déclin, chômage, délocalisation, devenir de la France dans le monde. S'il reste dans le pays un centre de gravité pro-européen, **c'est parce que l'Europe est vue comme notre « interface », naturelle et nécessaire, dans ce rapport au monde** – à la différence des Britanniques dont l'imaginaire projectif peut s'en passer.

Les intérêts nationaux et européens ne sont ainsi pas vus comme contradictoire « par nature », mais **aujourd'hui disjoints, donc dysfonctionnels**. Si débat il y a dans les mois à venir, **les représentations fondamentales pourraient se nouer autour de la capacité, ou non, de l'UE de jouer ce rôle d'interface**, c'est-à-dire d'articulation de diversités, que l'on finit progressivement par accepter (l'idée d'une « France en grand » devient de moins en moins crédible), afin de renforcer la capacité de maîtriser son propre avenir, donc à récupérer une forme de souveraineté pour conjurer le déclassement et se redresser.

Adrien ABECASSIS